



la rupture

Benjamin Stora : « A l'époque, l'Algérie c'est la France »



A l'occasion des cinquante ans de l'indépendance, en 2012, l'historien revenait dans un entretien avec L'Express sur l'origine et sur les effets de cette guerre particulièrement cruelle et meurtrière. Extraits.

La guerre d'indépendance algérienne a été extrêmement âpre et violente. Pourquoi ?

Ce fut une guerre très longue, et très violente. Parce que l'Algérie, à l'époque, c'est la France. Son statut est celui d'un département. Il est donc

inimaginable, pour la classe politique hexagonale, d'abandonner ce territoire. Ce n'est donc pas une colonie comme les autres. (...) De plus, l'Algérie est une terre de peuplement, où un million de Français vivent depuis plusieurs générations. Tous ne

sont pas des « grands colons » surveillant leurs domaines. La plupart ont même un niveau de vie inférieur à celui des habitants de la métropole. Pas question, non plus, de les abandonner. Troisième raison, enfin, le Sahara, son pétrole, la nécessité

RUEDESARCHIVES / AGIP



« Le nombre de victimes de la guerre d'Algérie reste toujours, un demi-siècle après, un sujet de polémiques entretenues de part et d'autre de la Méditerranée »

d'utilisation de son immensité pour le début d'expériences nucléaires ou spatiales. (...)

Sait-on aujourd'hui combien de personnes sont mortes au cours du conflit ?

Le nombre de victimes de la guerre d'Algérie reste toujours, un demi-siècle après, un sujet de polémiques entretenues de part et d'autres de la Méditerranée. « Un million de morts... » : ce nombre de « martyrs algériens » a été lancé, dès le 15 octobre 1959, par *El Moujahid*, l'organe central du FLN. En 1963, la Constitution algérienne parle de « plus d'un million et demi » de morts, un chiffre annoncé par le Conseil supérieur islamique d'Alger, en 1968, et repris par le président Houari Boumediène. Aujourd'hui, on sait que c'est un chiffre mythique, qui ne repose pas sur une étude historique sérieuse.

Est-ce plus clair côté français ?

Les chiffres officiels (250 000 morts) sont donnés de façon parcellaire, sous-estimée, comme il convient à ce qui a été si longtemps sous-qualifié « d'événements en Algérie ». Le bilan des victimes des guerres est toujours difficile à établir, et encore plus lorsqu'il s'agit d'une guerre de décolonisation. Les historiens ont bien du mal à contester les discours de propagande. (...)

Les chiffres les plus « faciles » à établir sont les pertes de l'armée française. En novembre 1968, le ministre des Armées indiquait que 15 583 soldats avaient été tués au combat ou du fait des attentats. A cela, il faut ajouter 1 144 hommes décédés de maladies et le chiffre – ahurissant – de 7 917 soldats morts d'accidents, en manipulant des armes à feu ou au volant d'une

Jeep, d'un GMC lancé trop vite sur les routes d'Algérie où beaucoup de jeunes appelés ont laissé leur vie. Le total des pertes françaises militaires approche donc les 25 000 hommes. Les civils français, dits « Européens » avant de devenir des « pieds-noirs », ont été aussi touchés par les combats, les assassinats, les attentats dans un bar, un cinéma ou sur le trottoir devant leur maison. Au printemps qui précède l'indépendance, on dénombre chez les civils européens 2 788 tués, 7 541 blessés et 875 disparus. Sur les 3 018 portés disparus, d'avril à septembre 1962, 1 245 ont été libérés et 1 773 ne sont jamais revenus. En dix ans, de 1954 à 1964, le nombre total de civils français tués s'établit donc entre 4 000 et 4 500.

Les Algériens ont, eux aussi, enquêté sur le nombre de leurs combattants morts pour établir une liste alphabétique précise qui permette de verser une pension aux familles endeuillées. En juillet 1974, cette liste révèle que 152 863 militaires et civils sont morts au combat, sur des effectifs de 336 748 moudjahidines, soit quasi la moitié. Les pertes de l'ALN-FLN ont donc été terribles au sein des maquis. Sans oublier les combats fratricides entre MNA et FLN, ainsi que les purges internes, qui ont causé la mort de 12 000 moudjahidines. (...)

Et chez les harkis ?

Le nombre exact des supplétifs armés – harkis, moghaznis, GMPR devenus GMS, qui ont été désarmés, abandonnés et massacrés après le 19 mars 1962 – constitue sans doute l'une des questions les plus polémiques du macabre inventaire. Aucun chiffre fiable n'est disponible. On sait que leurs effectifs étaient, en décembre 1961, de



Né en 1950 à Constantine, Benjamin Stora enseigne l'histoire du Maghreb contemporain, les guerres de décolonisation et l'immigration maghrébine en Europe à l'Université Paris XIII. Sociologue, historien, documentariste (entre autres, *Guerre d'Algérie, la déchirure*, avec Gabriel Le Bomin, 2013), il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Les Mémoires dangereuses : de l'Algérie coloniale à la France d'aujourd'hui, précédé d'un dialogue avec Alexis Jenni sur les attentats de Paris en 2015* (Albin Michel, 2016).

Ag. : le fameux « Je vous ai compris » lancé à Alger, le 4 juin 1958.

86 000 hommes. A la fin de l'année 1962, 20 000 supplétifs ont été accueillis dans les camps d'hébergement militaires en France et 3 200 se sont engagés dans l'armée française. A la fin du mois de novembre 1963, le ministre des Rapatriés indique que 42 000 Français musulmans – qui ne sont pas tous harkis – ont transité dans les centres d'accueil. En Algérie, les évaluations concernant les harkis exécutés, souvent dans des conditions effroyables, varient selon les sources de 10 000 à... 150 000 hommes.

L'historien Charles-Robert Ageron ne croit pas au chiffre maximal de 150 000 victimes, « chiffre magique » qui équilibre le nombre d'Algériens tués par l'armée française. Le bilan des harkis exécutés peut être évalué entre 15 000 et 30 000 personnes. Un chiffre impressionnant. Reste le problème des victimes de la population civile musulmane. (...) Au total, le déficit de la population algérienne est situé dans une fourchette entre 350 000 et 400 000 personnes. L'historien Charles-Robert Ageron fait remarquer que cela représente un pourcentage de pertes de près de 3 % des 9 millions d'habitants algériens, pourcentage identique aux pertes de la population française lors de la « Grande Guerre ».

Lors des premiers attentats, en 1954, qui sont les chefs du FLN ?

A l'époque, les autorités françaises ont affirmé ne pas savoir qui était derrière ces premiers attentats. C'est assez étrange, car il s'agissait en réalité de jeunes issus du Mouvement pour le triomphe de libertés démocratiques (MDLT) de Messali Hadj, qui critiquaient sa stratégie réformiste, lui préférant la lutte armée. Ce sont les fondateurs historiques du FLN. Ahmed Ben Bella bien sûr, le plus connu des Français, mais aussi Mostefa Ben Boulaïd, qui deviendra le héros des Aurès, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Rabah Bitat, Hocine Aït Ahmed...



■ ■ ■ Quand se pose, en France, la question de la torture ?

Employée comme un procédé ordinaire de « pacification » pendant la « bataille d'Alger », la torture est bien la grande affaire des « années algériennes ». Dès le 15 janvier 1955, l'écrivain François Mauriac publie dans L'Express un article qui s'intitule déjà « La question ». Dans le même temps, le journaliste Claude Bourdet dénonce lui aussi ce qu'il appelle « Votre gestapo d'Algérie » dans *France-Observateur*. Le 2 mars, un inspecteur général de l'administration, Roger Willaume, remet au gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, un rapport d'où il ressort clairement que la torture était pratiquée couramment sur les « suspects ». (...) En novembre 1957, se forme le comité Maurice-Audin, jeune mathématicien qui, après avoir été enlevé par les parachutistes et torturé, a disparu (son corps ne sera jamais retrouvé). En janvier 1958 paraît le livre *La Question*, d'Henri Alleg, qui bouleverse les consciences et révèle au grand jour la torture. (...)

Le général de Gaulle est investi par l'Assemblée nationale, le 1^{er} juin 1958. A-t-il perçu tout de suite que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable ?

Personnellement, je pense qu'au moment où il arrive au pouvoir, le Général n'est pas partisan de l'indé-

pendance algérienne. Le général de Gaulle est la figure principale de la guerre d'Algérie, celle autour de laquelle se cristalliseront les passions et les haines. Il a un premier contact avec l'Algérie lorsqu'il s'y installe en 1943 avec le gouvernement de la France libre.

Il est au pouvoir, prestigieuse figure de la résistance française à l'occupation allemande, au moment des massacres de Sétif et de Guelma de mai-juin 1945. Retiré de la vie politique au moment du début de la guerre d'Algérie, le Général se tient au courant du développement de la situation, et reçoit de nombreux intellectuels et hommes politiques dans sa résidence de Colombey-les-Deux-Eglises. Dans l'année 1957, il aurait confié à des visiteurs que la séparation de l'Algérie et de la France était inévitable. A d'autres, au contraire, il assure que l'Algérie française est viable. Il encourage les hommes qui lui sont favorables à se lancer dans l'aventure du 13 mai 1958. Ces derniers, comme Jacques Soustelle, s'activent en sa faveur à Alger. Le nom du général de Gaulle est lancé sur la place du Forum par le général Salan. Est-ce qu'il sera l'homme de l'indépendance ou de la fermeté ? En fin politique, il a refusé de se prononcer tant qu'il n'avait pas le pouvoir.

(...) Le 29 mai 1958, il forme un nouveau gouvernement et propose une nouvelle constitution pour la

Des corps de rebelles algériens sont identifiés par des gendarmes français (1956).

France, qui donnera naissance à la V^e République. De juin à décembre, le général de Gaulle affirme sa volonté de rapprocher les Musulmans des Européens, mais banni de ses discours les expressions d'« Algérie française » et d'« intégration ». (...) Il promet « la paix des braves » aux nationalistes algériens en octobre 1958, lance le « plan de Constantine », et ordonne la mise en branle du « plan Challe », en janvier 1959, visant à écraser les maquis de l'intérieur. Toutes ces prises de position et initiatives rassurent les partisans de l'Algérie française. Mais, le 16 septembre 1959, dans un discours télévisé, il annonce « l'autodétermination pour l'Algérie ». C'est l'affrontement qui commence avec les partisans de l'Algérie française.

Comment les pieds-noirs vivent-ils cette période ? Ont-ils le sentiment d'avoir été trahis ?

Dans leur immense majorité, ils ont été jusqu'au bout partisans du maintien dans la République. Après le discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959, une effervescence politique s'empare des tenants de l'Algérie française. Ils tentent de rééditer le 13 mai 1958 en érigeant des barricades à Alger, en janvier 1960. La radicalisation intervient, à la fin de l'année, lorsqu'il apparaît clairement que l'on s'oriente vers des négociations directes avec le FLN. La guerre franco-algérienne devient aussi franco-française et va occuper le devant de la scène. Les « ultras » de la présence française en Algérie s'engagent dans une politique sanglante et désespérée jusqu'à l'indépendance de juillet 1962. Dès le 6 mai 1960, le Front de l'Algérie française (FAF) apparaît comme le plus vaste et le dernier rassemblement « Algérie française » agissant dans la légalité. Le référendum du 8 janvier 1961, qui constitue un véritable plébiscite pour la politique algérienne du général de Gaulle, renforce la détermination de ses opposants. Jean-Jacques Susini, Pierre Lagaille

Algérie, la désillusion,
par Dominique Lagarde, avec Akram Belkaïd et Benjamin Stora
(L'Express, 2011).



AGIP/BRIDGEMAN IMAGES - L'EXPRESS



« Le général de Gaulle est la figure principale du conflit algérien, celle autour de laquelle se cristalliseront les passions et les haines »

et Jean-Claude Perez, réfugiés à Madrid, décident d'organiser un nouveau mouvement composé de civils et de déserteurs de l'armée. Le 20 janvier 1961, ils se mettent d'accord sur le sigle OAS (Organisation Armée Secrète), qui sera utilisé pour la première fois dans un document daté du 21 février. Raoul Salan prend la présidence de l'organisation, qui prend part au putsch du 21 avril. C'est un échec.

Comment réagit l'OAS ?

Elle rassemble les activistes les plus déterminés de l'armée française, du milieu pied-noir et des familles d'extrême droite en métropole et bascule dans la lutte armée. Du 21 mai au 8 juin 1961, elle procède à 150 plasticages en Algérie et son action monte sans cesse en puissance. En France, le capitaine Pierre Sergent va tenter de mettre en place l'« OAS métro », avec l'aide d'intellectuels et des milieux ultras de la droite traditionnelle. La recrudescence dans l'Hexagone des plasticages, durant les deux premiers mois de 1962, illustre cette

montée de la violence : 70 attentats du 15 au 28 janvier, dont 25 dans la région parisienne. En Algérie, 801 attentats OAS, FLN et anti-OAS sont enregistrés en janvier (555 morts et 990 blessés) et 507 autres sont perpétrés dans la première quinzaine de février (256 morts et 490 blessés).

Le 5 février, dans une allocution, le général de Gaulle dit clairement « [qu']il faut réduire et châtier » les agitateurs de l'OAS. Quand s'ouvre la nouvelle conférence d'Evian, le 7 mars 1962, les commandos de l'OAS renchérisent d'audace et de violence sur le sol algérien : attaques au bazooka de casernes de gendarmes mobiles, voitures piégées qui font des ravages dans les quartiers musulmans. Le 7 juin est l'un des points culminants de la « politique de la terre brûlée » que prône désormais l'organisation : ses « commandos Delta » incendient la bibliothèque d'Alger, livrant aux flammes ses 60 000 volumes. A Oran, la bibliothèque municipale et quatre écoles sont détruites à l'ex-

plusif. Une tentative d'accord est lancée, à Alger, par Jean-Jacques Susini, au nom de l'OAS, avec des dirigeants du FLN, tentative qui ne donnera rien. Les derniers commandos de l'« armée secrète » prennent le chemin de l'exil.

Les accords d'Evian reconnaissent le droit des Algériens à l'indépendance, mais ils mentionnent aussi les droits des Français d'Algérie, en même temps qu'ils envisagent pour l'avenir une coopération entre la France et le nouvel État. Rien de tout cela ne sera respecté et près d'un million de pieds-noirs fuient vers la France. Que s'est-il passé entre le cessez-le-feu et la proclamation d'indépendance, le 3 juillet ?

Durant ces trois mois décisifs, l'histoire s'accélère. Il y a à la fois la politique de la terre brûlée de l'OAS, la peur des pieds-noirs, les règlements de compte entre Algériens et les surenchères, inévitables dans un processus révolutionnaire. Tous ces éléments vont brutalement s'accumuler. Mais l'une des premières causes de l'effondrement des accords d'Evian demeure le départ massif des Européens. Personne n'avait envisagé un tel exode. Je crois qu'il a surtout été dicté par la peur. Les pieds-noirs avaient le sentiment que la France et son armée les protégeaient de la masse des Algériens musulmans, victimes du système colonial. Ils se sentaient majoritaires dans le cadre d'un vaste ensemble constitué par la métropole et l'empire. Dans l'Algérie indépendante, ils devenaient réellement minoritaires et ils ont pris peur. A cela, il faut ajouter l'ensemble des exactions de cette période de fin de guerre. Il faut dire que la politique du FLN à l'égard des Européens et des juifs manquait singulièrement de clarté. La tentation de la revanche existait. La peur s'est installée dans toutes les communautés. Les pieds-noirs avaient peur des Algériens, les Algériens de l'OAS, les harkis du FLN...

Propos recueillis par DOMINIQUE LAGARDE



AFP PHOTOS / STF

La délégation algérienne aux accords d'Evian, le 17 mars 1962.